



DÉCLARATION DE BOYCOTT DE LA FS 10/07/2025



L'UNSA a décidé de boycotter cette FS. En effet, l'une des missions principale de la FS prévue par le législateur tient en la santé, sécurité et conditions de travail.

Ce sujet devrait être une préoccupation constante et prioritaire de notre employeur la DGDDI pour son bien propre.

Or, l'UNSA constate que nous sommes bien loin du compte :

- budget de la FS en baisse,
- dialogue social inexistant sur les sujets SST au cours du 1^{er} semestre (ex: pas de GT DUERP depuis le début de l'année),
- catalogue proposé manquant d'ambition pour proposer des formations innovantes,
- et des acteurs de la prévention qui brillent par leur absence.

Donc, il faut faire et faire vite, car l'été arrive et la fin d'année approche. L'UNSA déplore encore une fois des débats menés à la hâte. Et nous voyons poindre à l'horizon encore des réactions d'urgence pour que les fonds soient utilisés avant la fin de l'exercice sous peine de rendre ces sommes. Pour in fine mettre sous pression le service FP qui va devoir courir après les candidatures. Mais également les managers de proximité à qui l'on demandera de faire publicité auprès des collègues. Et, pour nous les représentants du personnel, s'entendre dire comme l'an dernier que nous devons courir après les collègues pour les informer des formations financées sur fonds FS.

Par ailleurs, l'UNSA tient à rappeler que c'est le travail qui doit s'adapter à l'Homme et non, l'inverse. Nous ajouterons même que la santé, la sécurité et la garantie de bonnes conditions de travail sont un socle essentiel à l'efficacité des agents.

En outre, l'UNSA vous rappelle que la santé mentale a été érigée en grande cause nationale.

En effet, la maladie mentale et la souffrance psychologique ont été mises en exergue suite à la crise Covid. Mais où sont donc les études d'impact sur les effectifs douaniers ?

De plus, les abondements en personnels tant attendus, eu égard à la trajectoire RH inquiétante de notre circonscription (réussite aux concours, départs à la retraite, évolution des missions, etc.), n'ont pas eu lieu. Ainsi, l'Administration, en faisant preuve de si peu de prospective sur le sujet, alimente tous les facteurs du mal-être au travail.

En effet, le sentiment d'inutilité et la perte de sens dans nos métiers créent une atmosphère anxiogène et propice à l'éclosion de Risques Psycho-Sociaux.

Eh bien, Monsieur le Président, l'UNSA dit NON ! L'UNSA ne peut pas se satisfaire de si peu d'engagement de la part de notre employeur.

Cette situation est la cause de bien des maux au travail et dans les services de la DR de Guadeloupe.

La pression de la charge de travail et l'affectation de nouvelles missions avec des effectifs toujours plus contraints créent de la souffrance au travail. Cette situation va entraîner, incessamment et sous peu, un phénomène de désengagement professionnel même de burn-out chez plusieurs de nos collègues.

Et croyez-nous, ce ne sont pas quelques séances de relaxation qui vont apporter des solutions réelles et pérennes aux collègues de cette direction. Ce n'est pas normal d'arriver au travail à reculons.

Et si l'audience de ces manœuvres de contournement administratives est aussi bonne, cela en dit long sur l'état psychologique et émotionnel des troupes. Il ne s'agit là que d'un pansement sur une jambe de bois.

Quand allons-nous ouvrir de vraies discussions et chercher de vraies solutions ?

Quand allons-nous cesser ces supercheries ?

Quand allons-nous nous attaquer aux causes plutôt que d'agir sur les conséquences ?

La DR de Guadeloupe avance tel un unijambiste ; et malgré tout elle tient. Mais jusqu'à quand ? Et à quel prix pour le personnel ?

Monsieur le Président, pour l'UNSA, il n'est pas question de laisser les plus fragiles sur le bas-côté. Bien au contraire, nous exigeons une vraie prise en compte de l'humain. C'est à cette condition que les services pourront donner la pleine mesure de leurs moyens.

En effet, un individu qui trouve sa place au sein de l'organisation donnera le meilleur de lui pour la réussite du collectif de travail.

Et pourtant, on continue de presser les gens avec toujours moins de reconnaissance et de moyens. Toujours plus avec toujours moins ! Voilà la conception du bien-être au travail au sein de la DGDDI !

D'ailleurs, la multiplication des tensions et des crises dans plusieurs services de cette direction (augmentation depuis les deux dernières années des fiches de signalements) démontrent bien qu'il y a des situations de souffrance au travail. Ces dernières souvent générées par des décisions administratives parfois bien obscures ou encore des méthodes de management brutales et méprisantes à l'égard des collaborateurs que l'on arrive à justifier voire cautionner.

Et dans ces situations, Monsieur le Président, l'UNSA vous rappelle qu'il vaut mieux prévenir que guérir et parfois recadrer même si cela peut déplaire. Attendre la crise n'est pas en faveur du bien-être au travail, ni dans l'esprit des principes de prévention des risques professionnels.

Enfin, puisqu'il est encore une fois nécessaire de le rappeler : le premier facteur source de mal-être au travail relève d'abord de l'organisation des services et du travail.

En conséquence, Monsieur le Président, l'UNSA ne prendra pas part à ce simulacre de dialogue qui ne vise pas les objectifs concrets pour aider nos collègues à mieux vivre leur travail.

Les Abymes, le 10 juillet 2025

